

L'an deux mille vingt-trois et le dix-huit décembre, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
18 décembre 2023**

Date de convocation : 12 décembre 2023

Mise en ligne le : 12 décembre 2023

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 46

Nombre de votants : 55

Nombre d'absents : 5

PRÉSENTS : Aubignan : Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Marie THOMAS de MALEVILLE Beaumes de Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Alain BREMOND Bédoin : Alain CONSTANT Caromb : Olivier METZGER Carpentras : Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Michel BLANCHARD - Jacqueline BOUYAC - Jaouad ZIATI - Caroline BALAS - Victorine SURTEL - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Laurence BOSSERAI - Jean-Pierre CAVIN - Véronique MENCARELLI - Claudine MORA - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Catherine RIMBERT - Jean-Marc ISSARTIER Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Michel MEFFRE Lafare : Philippe SOARD La Roque Alric : José LINHARES La Roque sur Pernes : Philippe DELEBECQUE Le Barroux : Bernard MONNET Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU Malaucène : Frédéric TENON - Chantal MOCZADLO Mazan : Louis BONNET - Georges MICHEL - Bruno GANDON Saint Didier : Nicolas RIFFAUD suppléant de Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Sandrine RAYMOND Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Audrey FRANQUET - Alexandre KORMANYOS Vacqueyras : Philippe BOUTEILLER Venasque : Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Dominique VISSECQ à Alain CONSTANT - Valérie MICHELIER à Olivier METZGER - Franck DUPAS à Jaouad ZIATI - Alain BELHOMME à Caroline BALAS - Bernard BOSSAN à Jean-Pierre CAVIN - Pierre BOURDELLES à Bertrand de LA CHESNAIS - Joséphine AUDRIN à Louis BONNET - Patrice FLAGEAT à Audrey FRANQUET - Patricia OLIVERO à Philippe SOARD.

ABSENTS EXCUSÉS : Frédéric FRIZET - Pauline DREANO - Claude MELQUIOR - François ILLE - Norbert LEPATRE.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sandrine RAYMOND

Conseil communautaire du 18 décembre 2023

Délibération n°207-23

Objet : modification du tableau des effectifs

Conseil communautaire du 18 décembre 2023
Délibération n°207-23
Objet : modification du tableau des effectifs

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Considérant que pour nommer des agents proposés à l'avancement de grade et à la promotion interne, il est opportun de créer les postes d'avancement correspondants, soit :

- 2 postes d'attaché principal à temps complet
- 1 poste de rédacteur principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 1 poste de rédacteur principal de 2^{ème} classe à temps complet
- 3 postes d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 1 poste d'adjoint administratif principal de 2^e classe à temps complet
- 1 poste de technicien principal de 2^e classe à temps complet
- 5 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 1 poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps non complet (30.62/35)
- 3 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet
- 1 poste de puéricultrice hors classe à temps complet
- 1 poste d'infirmier en soins généraux hors classe à temps complet
- 1 poste d'éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle à temps complet
- 3 postes d'auxiliaire de puériculture de classe supérieure à temps complet
- 1 poste d'assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle à temps complet
- 1 poste d'adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 1 poste d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques à temps complet

Considérant que la convention de mise à disposition des agents transférés à la CoVe depuis le 1^{er} juillet 2017 suite au transfert de compétence instauré par la loi NOTRe n°2015-991 en date du 07/08/2015 ne sera pas reconduite au-delà du 31 décembre 2023 ; qu'il convient de supprimer trois emplois de conseillers en séjours à compter du 1^{er} janvier 2024, concernant les postes suivants :

- 1 poste d'adjoint administratif principal de 2^e classe à temps non complet (28/35)
- 1 poste d'adjoint administratif principal de 2^e classe à temps complet
- 1 poste de rédacteur principal de 2^e classe à temps complet

Considérant que deux des agents dont le poste est supprimé seront salariés directement par la SPL Ventoux Provence, et que l'un des agents sera réintégré au sein des effectifs de la CoVe et placé en surnombre à la même date ;

Considérant que l'autorisation de recourir à un contrat, donnée par le conseil de communauté par délibération n°186-20 en date du 14 décembre 2020 pour un poste d'auxiliaire de puériculture pour une période initiale de 3 ans arrive à expiration ; qu'il convient donc :

- d'autoriser le renouvellement de l'autorisation de recourir à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux,

Considérant que l'autorisation de recourir à un contrat, donnée par le conseil de communauté par délibération n°145-20 en date du 28 septembre 2020 pour un poste de référent techniciens de surfaces pour une période initiale de 3 ans arrive à expiration ; qu'il convient donc :

- d'autoriser le renouvellement de l'autorisation de recourir à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux,

Considérant que l'autorisation de recourir à un contrat, donnée par le conseil de communauté par délibération n°186-20 en date du 14 décembre 2020 pour un poste d'agent de maintenance polyvalent des bâtiments pour une période initiale de 3 ans arrive à expiration ; qu'il convient donc :

- d'autoriser le renouvellement de l'autorisation de recourir à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux,

Considérant que l'autorisation de recourir à un contrat, donnée par le conseil de communauté par délibération n°186-20 en date du 14 décembre 2020 pour un poste de conducteur poids lourds spécialité BOM polyvalent ripeur pour une période initiale de 3 ans arrive à expiration ; qu'il convient donc :

- d'autoriser le renouvellement de l'autorisation de recourir à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux,

Considérant que l'autorisation de recourir à un contrat, donnée par le conseil de communauté par décision n°2020/55 en date du 10 juillet 2020 pour un poste d'agent comptable pour une période initiale de 3 ans arrive à expiration ; qu'il convient donc :

- d'autoriser le renouvellement de l'autorisation de recourir à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux,

Considérant qu'en vue d'anticiper le départ d'une référente parcours de l'enfant, un recrutement est en cours afin de pourvoir le poste vacant ; qu'il convient pour cela :

- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux,

Considérant que suite aux départs de deux conducteurs voirie polyvalents, un recrutement est en cours afin de pourvoir les postes laissés vacants ; qu'il convient pour cela :

- d'autoriser le recours à deux contrats pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux,

Considérant qu'en vue d'anticiper le départ de la responsable du secteur dépenses, un recrutement est en cours afin de pourvoir le poste vacant ; qu'il convient pour cela :

- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux,

Considérant que suite à la réorganisation de la direction des services techniques, il convient de transformer le poste de responsable du service voirie en un poste de responsable du service cadre de vie, ouvert au cadre d'emplois des techniciens territoriaux (catégorie B) et aux grades d'ingénieur et ingénieur principal (catégorie A) et d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement du 2° de l'article L 332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux,

Considérant que dans le cadre de la politique de sécurisation des parcours contractuels entamée en 2020, et conformément aux besoins de la collectivité, il convient de transformer 6 emplois non permanents en emplois permanents et pour cela, il convient de transformer :

- 6 postes non permanents suivants en postes permanents :
 - 5 postes d'adjoint technique, catégorie C, à temps complet pour le service exploitation collectes
 - 1 poste d'adjoint technique, catégorie C, à temps non complet (32/35) pour la crèche de Malaucène
- d'autoriser le recours à 6 contrats pris sur le fondement du 2° de l'article L 332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans,

Considérant que l'absence d'agents, pour motifs autres que ceux expressément prévus par l'article L 332-13 du code général de la fonction publique compromet la continuité du service à l'échelle de la collectivité ; qu'en conséquence, il convient d'autoriser le recours à des agents contractuels pour accroissement temporaire d'activité,

Considérant qu'il est opportun pour faire face à des besoins ponctuels pouvant survenir au sein des services au cours de l'année 2024, sans qu'il soit possible de les anticiper, d'autoriser le recours à des emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité,

Considérant qu'en conséquence, il convient d'autoriser le recours à 43 contrats pour accroissement temporaire d'activité (2 catégorie A, 6 catégorie B, 35 catégorie C),

Considérant qu'il est nécessaire d'autoriser le recours à 20 contrats d'accroissement saisonniers, emplois non permanents, durant une période maximale de 6 mois, pour faire face à l'accroissement saisonnier d'activité lié à la période touristique des services de la CoVe,

Considérant qu'il est nécessaire de renouveler, pour l'année 2024, l'autorisation de recourir à des emplois de vacataires, pour faire face à des besoins ponctuels, sans caractère de continuité,

Considérant qu'afin de poursuivre l'engagement en faveur de l'emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, il est opportun de renouveler le recours à 5 contrats de droit privé dans le cadre du dispositif du parcours emploi compétences (PEC),

Entendu le rapport du vice-président délégué au personnel et après en avoir délibéré,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE CREER les emplois suivants au titre des avancements de grade :

- 2 postes d'attaché principal à temps complet
- 1 poste de rédacteur principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 1 poste de rédacteur principal de 2^{ème} classe à temps complet
- 3 postes d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps complet

- 1 poste d'adjoint administratif principal de 2^e classe à temps complet
- 1 poste de technicien principal de 2^e classe à temps complet
- 5 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 1 poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps non complet (30.62/35)
- 3 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet
- 1 poste de puéricultrice hors classe à temps complet
- 1 poste d'infirmier en soins généraux hors classe à temps complet
- 1 poste d'éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle à temps complet
- 3 postes d'auxiliaire de puériculture de classe supérieure à temps complet
- 1 poste d'assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle à temps complet
- 1 poste d'adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe à temps complet
- 1 poste d'assistant du patrimoine et des bibliothèques à temps complet

Article 2 : D'AUTORISER la suppression de trois emplois de conseillers en séjours à compter du 1^{er} janvier 2024, correspondant aux postes suivants :

- 1 poste d'adjoint administratif principal de 2^e classe à temps non complet (28/35)
- 1 poste d'adjoint administratif principal de 2^e classe à temps complet
- 1 poste de rédacteur principal de 2^e classe à temps complet

Article 3 : DE TRANSFORMER la nature des emplois suivants :

- 1 poste de responsable du service voirie en poste de responsable du service cadre de vie, ouvert au cadre d'emplois des techniciens territoriaux (catégorie B) et aux grades d'ingénieur et ingénieur principal (catégorie A), à temps complet,
- 5 postes d'adjoint technique (catégorie C) pour le service exploitation collectes à temps complet
- 1 poste d'assistant petite enfance ouvert au grade d'adjoint technique (catégorie C), à temps non complet (32/35)

Article 4 : D'AUTORISER le recours à 11 contrats pris sur le fondement de l'article L 332-8 2° du code de la fonction publique pour pourvoir les emplois suivants dans le cas où le recrutement de fonctionnaires serait infructueux :

- 3 conducteurs poids lourds-BOM polyvalent ripeur à temps complet - grade d'adjoint technique territorial (catégorie C) ;
- 2 ripeurs à temps complet - grade d'adjoint technique territorial (catégorie C) ;
- 1 assistant petite enfance à temps non complet (32/35) – grade d'adjoint technique territorial (catégorie C) ;
- 1 responsable du service cadre de vie à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des techniciens territoriaux et aux grades d'ingénieur et ingénieur principal (catégorie A) ;
- 1 responsable du secteur dépenses à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et au grade d'attaché (catégorie A ou B) ;
- 2 conducteurs voirie polyvalents à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux (catégorie C) ;
- 1 référent de parcours de l'enfant à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux (catégorie A) ;

Article 5 : D'AUTORISER le renouvellement des autorisations de recourir à 5 contrats pris sur le fondement de l'article L332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement de fonctionnaires serait infructueux pour les emplois suivants :

- 1 poste d'auxiliaire de puériculture à temps complet, grade d'auxiliaire de puériculture de classe normale (catégorie B) ;
- 1 poste de référent techniciens de surfaces à temps complet, grade d'adjoint technique (catégorie C) ;
- 1 poste d'agent de maintenance des bâtiments polyvalent à temps complet, grade d'adjoint technique (catégorie C) ;

- 1 poste de conducteur poids-lourd – BOM polyvalent ripeur à temps complet, grade d'adjoint technique (catégorie C) ;
- 1 poste d'agent comptable à temps complet, grade de rédacteur (catégorie B).

Article 6: DE FIXER la rémunération des contrats visés aux articles 4 et 5 par référence aux grilles indiciaires rattachées aux grades afférents et avec la possibilité de bénéficier du régime indemnitaire correspondant à ces fonctions.

Article 7 : D'AUTORISER, pour l'année 2024, le recours à 43 contrats, conclus sur le fondement de l'article L332-23 1° du code de la fonction publique pour une durée maximale de 12 mois (2 catégorie A, 6 catégorie B, 35 catégorie C).

Article 8 : D'AUTORISER le recours à vingt contrats relevant des grades d'accès direct de la fonction publique territoriale sur le fondement de l'article L332-23 2° du code de la fonction publique.

Article 9 : D'AUTORISER le recours à 5 postes dans le cadre du dispositif du parcours emploi compétences.

Article 10: D'AUTORISER la Présidente de la CoVe à signer les conventions, documents d'engagement et de suivi ainsi que les demandes d'aide financière relatives à ces 5 contrats.

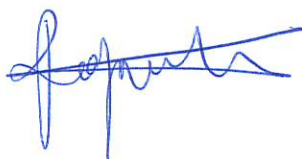
Article 11: D'AUTORISER le recours à des emplois vacataires :

- 8 médiateurs du patrimoine pour le service culture et patrimoine, payés 20,68€ bruts de l'heure,
- 3 pigistes au service communication et événementiel, payés 10€ bruts de l'heure,
- 3 médecins pour les structures multi-accueil, rémunérés 50€ bruts de l'heure,
- 4 tuteurs pour le programme de réussite éducative rémunérés 20,50€ bruts de l'heure
- 1 interprète pour le programme de réussite éducative, rémunéré 32,74€ bruts de l'heure,
- 2 agents en charge des études surveillées pour le service ERPI et conseil de gestion, rémunérés 22,34€ bruts de l'heure

Article 12: Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

la secrétaire de séance,

Sandrine Raymond



Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe

la Présidente,



Jacqueline Bouyac

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr